

[Aviculture](#) [Volaille Française](#) [Poulet Standard](#)

L'APVF dit « stop au dénigrement du standard »

Roland Tonarelli, le président de l'association de promotion de la volaille française (APVF) pousse un « coup de gueule » contre les idées reçues et les distributeurs ou transformateurs qui ne jouent pas clairement le jeu de l'origine France.

[Abonnez-vous](#)[Imprimer](#)[Envoyer](#)

Roland Tonarelli préside l'association de promotion de la volaille française depuis trois ans et le Cicar depuis décembre 2015. - © P. Le Douarin

Quelles sont les bonnes et les mauvaises nouvelles en matière de consommation de volailles ?

Roland Tonarelli - « La bonne, c'est que la consommation a encore augmenté en 2015, avec une progression de + 1,6 %, à comparer aux + 2,4 % de 2014. La mauvaise c'est que cette hausse profite plus aux importations — surtout européennes — qu'à l'origine France. Devenue premier producteur européen de poulet, la Pologne désorganise le marché. Son adhésion à l'UE lui a permis d'obtenir des fonds pour investir dans des outils aujourd'hui plus récents, plus modernes et plus performants qu'en France. Ce qui se traduit par sa politique agressive d'exportation et une concurrence intra UE acharnée. »

L'étiquetage Volaille Française (VF) avance-t-il en dehors de la grande distribution ?

R. T. - « L'obligation de l'étiquetage de l'origine des produits transformés est toujours en panne à Bruxelles, malgré le forcing français que nous soutenons depuis des années.

C'est là que l'indication d'origine pourrait avoir un effet, car nous savons que 80 % des poulets transformés sont issus d'importations. En attendant, des opérateurs jouent le jeu du 100 % VF. C'est le cas de Bonduelle, Flunch, KFC, Mc Do.

Moins connue du public, la PME Jean Routhiau, fournisseur

de la restauration commerciale, est un autre bel exemple. Cela peut inciter d'autres à rejoindre le mouvement. Je m'en réjouis, mais j'ai moins de visibilité sur des fabricants français de charcuterie et pizza très présents en GMS. Certains affichent des intentions, mais ne passent pas à l'acte. Aujourd'hui, les jambons de volaille sont rarement VF. »

Constatez-vous des fraudes à l'utilisation de l'appellation VF ?

R. T. - « Oui, et cela me met dans une colère noire. On ne peut pas toujours parler de fraude. Plutôt d'utilisation abusive. Dans un magasin d'un groupe connu pour ses bas prix, une affiche au logo VF surplombait des produits de poulet né et élevé en France, mais abattu en Belgique. Autre exemple habituel en restauration : un produit avicole est VF et tout le reste issu d'importation. C'est proprement scandaleux. »

L'image de la volaille « industrielle » est écornée. Vous le comprenez ?

R. T. - « J'en ai assez du 'standard bashing' médiatique qui consiste à critiquer un mode d'élevage industriel qui satisfait à des règles de qualité et convient à de nombreux consommateurs. Le bio pèse 1 % de la consommation française de 1,8 million de tonnes. Avec 9 % de croissance annuelle, on arrive à 1 500 t de plus par an. Cette goutte d'eau ne sauvera pas la volaille française et règlera encore moins le problème des importations. Tout comme il est illusoire de croire que le circuit court va sauver l'agriculture.



" Devenue premier producteur européen de poulet, la Pologne désorganise le marché." - © J.-C. Gutner

Un éleveur pourrait vendre 2 000 filets à une collectivité, mais que ferait-il du reste ? Le standard c'est 76 % des volumes. Il faudrait parler avec éloquence de la qualité des filières standard, plutôt que de les dénigrer en permanence. Si ça continue, nos abattoirs fermeront et l'on n'achètera plus que du poulet importé. C'est le sens de notre campagne qui insiste sur le caractère solidaire de nos achats de produits français. »

La filière chair se relancera-t-elle par une stratégie de l'offre ou grâce à une demande que vous suscitez ?

R. T. - « C'est surtout la demande qui va être incitative. Le développement est possible et réalisable, à condition que les consommateurs réagissent et achètent français. Sachant que le produit français sera plus cher que celui venu d'Allemagne ou de Pologne. La décision de relance est entre les mains des abattoirs. Si on ne le fait pas, la filière continuera à disparaître. Dans un contexte quasi général de crise agricole, la sécurité et la visibilité de l'aviculture contractualisée permettent à beaucoup d'exploitations de tenir. »

Voir aussi article *"L'APVF sensibilise le consomm'acteur citoyen"*.

